



HAL
open science

**“ Faire avec ” ou “ Faire contre ” : regard sur
l’expérience de la discriminations dans les quartiers
prioritaires**

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn

► **To cite this version:**

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn. “ Faire avec ” ou “ Faire contre ” : regard sur l’expérience de la discriminations dans les quartiers prioritaires. Tiphaine Colliot; Quentin Dumoulin; Murielle Gerin; Anta Niang; Anne-Sophie Pezzino; Fanny Réguer; Chloé Riban (dir.). *Savoir, éducation, apprentissage aujourd’hui / Regards croisés en sciences humaines et sociales*, Presses universitaires de Rennes, 2019, Des sociétés, 978-2-7535-7742-8. hal-02120199

HAL Id: hal-02120199

<https://hal.science/hal-02120199>

Submitted on 5 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« FAIRE AVEC » OU « FAIRE CONTRE » : REGARD SUR L'EXPÉRIENCE DE LA DISCRIMINATION DANS DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn¹

La ville de Bordeaux a initié il y a plusieurs années une politique volontariste à l'encontre des discriminations et en faveur de l'égalité des chances. L'Observatoire de l'Égalité¹ a donc réalisé en 2014-2015 une enquête qualitative auprès des bordelais et mis en place une étude avec les acteurs qui luttent contre les discriminations. Il est ressorti de cette enquête que, comme nous nous y attendions, toutes les discriminations n'ont pas les mêmes conséquences en fonction du profil des victimes et du contexte d'expression. De manière générale, sur 801 réponses, 62 % des victimes disent s'autocensurer dans l'accès à un service (privé ou public) ou à un espace public à la suite d'une discrimination. 32,5 % des sondés avouent que les discriminations ressenties ont eu des conséquences sur leur état de santé (dépression...), 25 % sur les relations sociales (familiales, de voisinage ou amicales) et 17,5 % soulignent les conséquences négatives sur leurs carrières². Toutefois, parmi les populations qui nous intéressent ici, les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont particulièrement ressortis. Comme la littérature sur le sujet le donne à voir, la sociologie des « banlieues » inaugure un glissement : le sentiment d'abandon, d'isolement, de discriminations relatives, d'amertume³ et de galère⁴ devient progressivement un sentiment de discrimination totale, d'opposition radicale⁵. Du côté des subjectivités, nous avons souhaité interroger cette transformation profonde des rapports d'être à la ville et plus généralement d'être au monde, pour une partie des habitants des quartiers prioritaires en France. En soulignant ceci, nous insistons simultanément sur les résistances et les registres d'actions qui permettent, dans une logique d'AGENCY, c'est-à-dire d'action de l'individu sur son réel, de « faire avec » ou de « faire contre » ce sentiment de discrimination.

Contexte, méthode et approche théorique

Dans un contexte de forte gentrification⁶, les villes françaises voient leurs quartiers prioritaires encerclés par des rénovations et de nouvelles constructions. C'est le cas des quartiers étudiés qui, tour à tour, se sont vus géographiquement entourés d'éco-quartiers aux services nombreux, de quartiers d'affaires, de larges espaces culturels ou de nouvelles zones résidentielles. Ces modifications urbaines, si elles « incluent » parfois des quartiers éloignés de la ville, ne les

¹ In « Savoir, éducation, apprentissage aujourd'hui : Regards croisés en sciences humaines et sociales », Tiphaine Colliot, Quentin Dumoulin, Murielle Gerin, Anta Niang, Anne-Sophie Pezzino, Fanny Réguer et Chloé Riban (dir.), PUR, pp : 21-28, 2019.

désenclavent pas toujours pour autant. Elles n' amoindrissent pas non plus le taux de chômage et de pauvreté dans ces quartiers, l' accumulation de nationalité et de difficultés sociales ⁷, scolaires ⁸ et sanitaires ⁹. Dans ces enquêtes, plus que les discriminations réelles, sont mesurés les « sentiments de discriminations ¹⁰ ». C' est donc en deçà du droit et du côté des subjectivités, c' est-à-dire aussi des incertitudes, que nous nous situons ici. Si nous prenons par exemple l' accès aux espaces public, l' enquête précitée (2014-2015) a permis de comparer le sentiment de discrimination avant et après les attentats de janvier 2015 et leur médiatisation. La part des actes et propos racistes, dans les transports dans la ville est ainsi passée de 30 % à 38 % après les attentats. Dans la même période, la part des actes et propos racistes dans la rue est passée de 22 % à 34 % ! Les débats relatifs à la laïcité ou au racisme reviennent de manière récurrente dans le verbatim de l'enquête. On notera de plus, que le racisme est dénoncé comme étant particulièrement présent dans l' accès à un emploi ou à un logement (plus de 50 % des témoignages liés à ces deux cas de figure renvoient à du racisme) alors que pour le reste des quartiers de la ville, dans le logement comme dans l'emploi, ce sont plutôt les collègues et les voisins qui sont pointés du doigt comme étant vecteurs de discriminations. Pour le dire autrement, dans les autres quartiers de la ville, la question de l' accès aux services se pose avec moins d' importance. Le champ des services publics donne à voir un point de tension particulier dans les QPV : la police (sans que nous puissions savoir s'il s'agit de policiers municipaux ou nationaux). Le profil des victimes est varié mais de grandes tendances sont à souligner. Parmi les hommes (50 % des victimes), 58 % sont des jeunes racisés. Le contrôle d' identité est alors montré du doigt comme étant trop fréquent, injustifié et humiliant. Concernant les femmes (50 % des victimes), les femmes racisées (et non voilées) représentent 27 % des répondantes et les femmes voilées 21 % (mais 37 % après les événements de janvier 2015). Ces éléments globaux nous ont encouragés à travailler de manière qualitative dans une nouvelle enquête visant à restituer l' expérience ¹¹, des habitants. La méthodologie employée nous a conduit à la passation d' entretiens ciblés et à l' élaboration de trois « focus groupes ¹² » (n = 10) autour des questions d' emploi, de logement, de service publics (administrations, animation...), de services privés (commerces...) et d' espace public. La composition des interviewés respecte trois règles importantes : la transversalité en termes d' âges, la parité en termes de sexe, la représentativité en termes d' origines. Dans un souci de récolte et de représentativité des données dans des quartiers où la population parle d' autres langues que le français, les entretiens se sont effectués en français et en arabe pour certains termes à décoder. Au total trois groupes ont été donc réunis, en fonction de critères d' âge et de sexe, dont on peut saisir l' influence en termes de représentations ¹³ : une rencontre entre les âges (groupe réunissant les jeunes 18-25 ans et les adultes des quartiers 25-40 ans), les pères et les aînés du quartier (40-80 ans), les mères du quartier (25 à 80 ans). Enfin, pour des raisons éthiques, tous les entretiens et focus-groupes sont réalisés en concertation avec les associations, services sociaux et d' animation, et élus des quartiers concernés. Il ressort donc de ces enquêtes un glissement du sentiment d' abandon à un sentiment de discrimination. Mais tous les individus n' expérimentent pas tout à fait la même appréhension des écueils relatifs aux discriminations, au racisme notamment, et à l' état matériel des quartiers. C' est cette complexité, à la fois genrée et générationnelle, que nous restituons ici.

Passer du sentiment d'abandon au sentiment de discrimination

Avant de déployer les différents profils qui semblent traduire le sentiment de discrimination dans les quartiers prioritaires de la ville, notons, comme nous l' avons fait, que l' histoire des banlieues n' a pas toujours été celle des discriminations. Dans des enquêtes préalables dans ces mêmes quartiers ¹⁴ le sentiment prédominant semble être celui de la ségrégation, de l' inégalité, d' un sentiment d' injustice. Mais aujourd' hui, comme en témoignent les chiffres précédents, la question des discriminations imprègne les subjectivités. Ce glissement s' opère selon trois modèles qui s' entremêlent parfois : la comparaison territoriale, l' expérience de la discrimination et l' engagement dans une case. Revenons sur ces trois logiques. Un acteur associatif d' un des quartiers témoigne :

« Avant, on était là, on savait bien que notre quartier était pourri. Mais maintenant que y' a GINKO (un éco-quartier construit devant le quartier) on voit tout le monde et on est, je ne sais pas un peu jaloux quoi. Ils ont un centre d' animation tout neuf avec plein de moyens et tout et nous on demande depuis des années pour avoir juste deux trois trucs. »

Un second habitant dans un autre quartier témoigne :

« C' est simple, on nous avait oublié et maintenant qu' on veut construire un quartier d' affaire à côté, on vient nous voir pour savoir si on veut un parking ou refaire nos façades. »

La première logique qui s' esquisse à travers ces témoignages est celle de la comparaison. La discrimination et ses sentiments mêlés sont le fruit d' une comparaison, entre deux individus, entre deux groupes d'individus ou entre deux territoires (« Pourquoi n' ai-je pas ce qu' autrui a ? »). Cette comparaison se mesure parfois en termes de privilèges, parfois en termes de frustration, parfois encore en termes de rage, mais scinde toujours les habitants de territoires mitoyens en deux groupes distincts : ceux qui ont *vs* ce qui n' ont pas, ou moins. En ouvrant leurs fenêtres, en prenant leur bus, les habitants des quartiers prioritaires, notamment dans des villes en cours de gentrification, sont confrontés à l' évolution et l' amélioration de leur environnement direct sans réellement constater de changements au sein de leurs quartiers. À l' inverse, lorsque des rénovations sont en cours ou ont été réalisées, le sentiment d' une double temporalité (« constructions rapides » d' un côté *vs* « rénovation excessivement lentes » de l' autre) alimente un sentiment de discrimination.

L' autre logique explicative de ce glissement réside dans l' expérience même de la discrimination. Zinedine est lycéen en Terminale économique. Les discriminations il « en entend parler depuis longtemps ». Il exprime le sentiment que les « dés sont pipés » pour une partie de la population, et notamment « les noirs et les arabes ». Sa scolarité se déroule dans un lycée qui jouxte son quartier, un lycée « de blancs ». « Je suis un bon musulman, je ne bois pas, je ne fume pas » dit d' emblée Zinedine pour amorcer son témoignage : « Je me suis fait contrôler 3 fois par la police depuis le début du mois. » « Mes copains, eux,

ils ont toujours des trucs à fumer. Résultat, quand je suis avec eux ils sont tranquilles tu vois ? Les policiers, c' est jamais eux qu' ils arrêtent. » Sa confrontation à la discrimination, Zinedine la vit comme une révélation relative :

« Je savais que ça existait, dans les magasins et tout, t' es toujours suivi par le vigile, mais là, je sais pas, c' est du vécu, c' est pas des histoires. » Toute relative qu' elle soit, cette confrontation est la « preuve » de la discrimination raciste pour Zinedine.

Dans un des quartiers observés, une association très active lutte quotidiennement contre les discriminations. Selon le directeur de la structure « c' est important de dire aux jeunes qu' ils ont des droits et des devoirs et notamment en termes de discrimination ». Là se situe très certainement le troisième levier du glissement entre le sentiment d' abandon et le sentiment de discrimination. Apprendre le terme, l' introduire comme un registre de discours, comme une justification, conduit à analyser les évènements au prisme de la discrimination. Un autre directeur, d' une autre structure associative de quartier, insiste sur ce point :

« Si tu comprends pas qu' il y a des discriminations systémiques, tu es seul face aux évènements. Tu te dis quoi ? Que c' est comme ça, que c' est le hasard. Non, en fait, le racisme systémique c' est ça aussi : faire croire aux gens que rien n' est cohérent. Nous, on met du sens à tout ça, on rappelle que le racisme ça existe ! »

Dès lors, la discrimination devient un outil pour analyser les inégalités de traitement, et un outil qui fonctionne puisque le sentiment de discrimination est particulièrement fort, pour de bonnes raisons, dans les quartiers prioritaires. Ici, militer est alors une manière de « faire contre » les discriminations.

Confrontation avec la discrimination, comparaison en termes de privilèges, apprentissage du logiciel sémantique et politique de la discrimination, semblent alors constituer conjointement l' enracinement du sentiment de discrimination.

des (garçons) révoltés, des (mères) Compréhensives, des (pères) fatalistes, des (filles) tiraillées

Si la thématique du racisme policier, celle de l' accès à l' emploi ou la vétusté des logements et des activités de loisirs sont régulièrement soulignés par les habitants, l' autre problématique récurrente est celle d' une « sale image », « d' une mauvaise réputation », « d' une réputation ternie depuis longtemps déjà », des « idées négatives et préconçues » sur le quartier et ses habitants. Face à tout cela, trois profils semblent apparaître.

La première, une approche fataliste (ou résignée) face aux inégalités et des discriminations est, semble-t-il, plutôt portée par les pères rencontrés. De nombreux pères ont montré une certaine résignation face à ce qui pouvait par ailleurs être ressenti comme une injustice, une discrimination, notamment dans l' emploi. Dans cette perspective, les phrases « qu' est-ce qu' on y peut ? » ou « ça a toujours été comme ça » résonnent comme autant de bras baissés au contact des discriminations et des mises à l' écart. Cela indique aussi, par lassitude, une combativité affaiblie. On retrouve aussi ce sentiment parmi les plus jeunes qui « tiennent les murs », se sentant exclus par le travail et par le manque de structure collective leur donnant des activités adaptées à leur âge.

« Oui des fois on aimerait se faire des sorties cinéma ou quoi, mais pour ça faut de l' argent et nous on n' a pas d' argent. Du coup... nous on pense qu' à l' argent. J' sais pas, au centre social on parle à personne, donc on va pas aller au centre social ou dans la bibliothèque lire des livres, j' sais pas c' est... en

plus ils te regardent bizarre. »

Certains sont très clairement dans l' inactivité totale ce qui génère chez eux un mépris de ce qui « fait le quartier ». « On passe nos journées à rien faire, on gêne personne » disent-ils, mais il convient de saisir que les quelques jeunes qui « tiennent les murs », sont connus de la population du quartier. S' ils se sentent exclus de la ville, en retour ils imprègnent le quartier, ou tout du moins les espaces qu' ils fréquentent, d' une réputation souvent qualifiée par des termes négatifs (« insécurité », « incivilité »). Les marches exploratoires de femmes réalisées en 2015 sur le quartier soulignent cet aspect : « malaise face à un regroupement d' hommes », « problèmes avec des jeunes qui squattent ». Dès lors, le regard des habitants, des mères notamment, diffère de l' approche fataliste. Il apparaît alors une approche plus compréhensive. Plus portée par les mamans, les filles et les jeunes inscrits dans des parcours en dehors du quartier ou ayant des activités par ailleurs, ce discours tend à fournir des explications non externalisées aux discriminations. Dans la bouche de certaines mères, ce n' est pas seulement l' autre qui discrimine, mais aussi l' individu qui « ne fait rien pour s' en sortir ».

« Moi je le dis à mon fils : si tu veux t' en sortir, faut travailler à l' école au lieu d' aller trainer avec tes copains. Moi je travaille pour toute la famille et il a intérêt à travailler. Et s' il ne veut pas je l' engueule même ! »

Cette approche plus compréhensive s' applique aussi à la réputation du quartier : « Évidemment qu' on a mauvaise réputation ! Les gens ici, ils savent même pas vider leurs détritus dans les poubelles » souligne une maman. Avec des voisines elle a donc décidé de développer des actions collectives (associations, rencontres, ménage des communs...) pour améliorer les choses, l' image du quartier, l' image des jeunes aussi : « Si on fait rien, ça va pas changer par un coup de baguette magique. La mairie ne fait rien, les jeunes là, ils font rien, alors nous ont fait ! » Les femmes, conformément aux stéréotypes de genre, analysent donc davantage selon des normes d' internalité tout en remettant l' autre, autrui, au cœur de l' explication.

Ces « jeunes qui ne font rien » sont parfois aussi ceux qui ont une approche révoltée face aux discriminations. Pour d' autres jeunes donc, la révolte, « la haine », semble l' emporter. Mais ce profil est étrangement rare, comme subsumé par le premier. Les quelques personnes rencontrées et qui exprimaient avec véhémence leur sentiment de discrimination, s' approchent pour partie du profil décrit en ce sens que face aux discriminations sinon la révolte, il n' y a pas grand-chose à faire. Dans cette perspective, la croyance en des discriminations « totales », c' est-à-dire présentes dans toutes les logiques et interactions sociales, est très fortement ancrée. Les institutions (police, école) font les frais, en premier lieu, de cette croyance qui, biographiquement, s' alimente de constats nombreux. Enfin, notons que les filles rencontrées expriment face aux discriminations, un profil plus tiraillé, entre une appartenance forte au quartier, aux parents également, et le souhait de quitter le quartier. La mobilité géographique étant perçue comme une mobilité sociale. À bien regarder les chiffres de la limitation et de l' inconfort dans d' accès à l' espace public on remarque que 40 % des habitants des quartiers, ayant moins de 25 ans, disent se limiter dans leurs déplacements et/ou être victimes de discriminations. Mais si les garçons témoignent prioritairement du stigmate du lieu d' habitation ou de la

stigmatisation de leur apparence dans les transports et les espaces publics, les jeunes filles témoignent massivement, en parallèle, des difficultés inhérentes à leurs déplacements à l' intérieur même les quartiers.

ConClusion

L' agentivité des individus en prise avec les discriminations n' est jamais pure, jamais totale. Il existe toujours du *jeu* dans la manière de faire quelque chose de ce qui est fait de soi. Mais, dans les quartiers prioritaires, au contexte d' accumulation de critères porteurs de discriminations, « faire avec » et « faire contre » les discriminations dépend aussi de conditions subjectives : sur quels répertoires d' actions sensibles s' effectuent les résistances (ou les non-résistances) à la discrimination réelle ou potentielle. Cette analyse genrée et générationnelle tend à montrer qu' il n' y a pas uniformité dans ses façons de faire, rendant d' autant plus compliqué l' action commune au sein des banlieues. La force des discriminations est celle de leur prise de conscience. Elle est aussi celle de leur combat en droit. Mais on voit ici sa faiblesse à travers des expériences individuelles qui limitent les actions collectives.

1. *dAgom* Johanna, « Fatia, Zora, Nadia et les autres n' aiment pas le henné et la couture », *Diversité*, n° 167, 2012.

Bibliographie

- AlessAndrin Arnaud, dAgorn Johanna et ChArAï Naïma (dir.), « La ville face aux discriminations », *Les CAHIERS de LA LCD*, n° 1, 2016.
- Allory Emmanuel *et AL.*, « Les attentes d' usagers d' un quartier prioritaire en termes de santé : une enquête qualitative », *SANTE Publique*, vol. 29, n° 4, 2017, p. 535-545. DOI : 10.3917/spub.174.0535.
- bouzouina Louafi *et AL.*, « Inégalités d' accessibilité à l' emploi en transport collectif urbain : deux décennies d' évolutions en banlieue lyonnaise », *Revue d'Économie REGIONALE & URBAINE*, n° 1, 2014, p. 33-61. DOI : 10.3917/reru.141.0033.
- ClerVAI Anne, *PARIS SANS le peuple. LA GENTRIFICATION de LA CAPITALE*, Paris, La Découverte, coll. « Hors collection Sciences Humaines », 2013.
- dAgorn Johanna, « Fatia, Zora, Nadia et les autres n' aiment pas le henné et la couture », *Diversité*, n° 167, 2012.
- dubet François, *Ce qui nous unit*, Paris, Le Seuil, 2015.
- dubet François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Le Seuil, 1995.
- dubet François, *LA GALERE*, Paris, Fayard, 1987.
- LApeyronnie Didier, *Ghetto URBAIN. SEGREGATION, violence, PAUVRETE en FRANCE AUJOURD'HUI*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va », 2008.
- LApeyronnie Didier et dubet François, *Les QUARTIERS d'exil*, Paris, Le Seuil, 1992.
- MoignArA Benjamin, « Le collège comme espace de structuration des bandes d' adolescents dans les quartiers populaires : le poids de la ségrégation scolaire », *Revue FRANÇAISE de PEDAGOGIE*, n° 158, 2007, p. 31-42. DOI : 10.4000/rfp.374.
- VilleChAise-dupont Agnès, *Amère BANLIEUE*, Paris, Grasset, 2000.
- WAcquAnt Loïc, *PARIAS URBAINS*, Paris, La découverte, 2007.